

Plus que tout l'or du monde !

Le thème de la Journée Mondiale du Migrant et du réfugié que nous venons de célébrer de manière riche et diversifiée, est une belle porte d'entrée pour la compréhension et l'intériorisation du contenu de ce numéro de Migrations et Pastorale.

Les pages qui s'ouvrent sont les tragiques rappels de tant de négations de la sacralité de la personne humaine, de la personne migrante. Au cœur d'une économie sans visage ni loi, basée sur le profit de quelques uns et l'exploitation de la sueur et du sang de légions d'hommes et de femmes, elles sont consacrées aux conditions de travail, recrutement, rémunération et logement de tant de migrants – avec ou sans papiers, venus des tirs mondes ou de l'Union européenne. Nous parlons dans ce numéro de conditions de vie indignes de la dignité de toute personne humaine et indignes de ce pays. Dans le pays des droits de l'homme, pays riche de luttes pour le respect des droits des travailleurs, chaque homme et chaque femme devient vulnérable chaque jour davantage ; les migrants ne sont qu'un terrain d'expérimentation pour l'économiquement profitable en attendant une extension à l'ensemble des travailleurs !

Pendant que l'on « amuse » l'opinion publique avec la directive Bolkenstein, le Livre vert, les menaces chinoises ou les quota d'immigrés, nombreux sont ces employeurs sans vergogne qui rendent en esclavage les travailleurs les plus démunis. Et que dire des perspectives sous-jacentes au mépris affiché par les récentes déclarations d'un ministre d'état qui, au nom du gouvernement de la France, affirmait, le 29 novembre dernier, à l'Assemblée nationale que « nous voulons choisir ceux qui seront accueillis sur le territoire de la République (...) ; mais nous ne voulons plus de ceux dont on ne veut nulle part ailleurs dans le monde » ? Ne sommes-nous pas devant une logique utilitariste qui annonce l'accueil des seuls utiles, des meilleurs, des plus rentables ? Le projet de loi relatif à l'immigration qui souhaite modifier

profondément des articles importants du Code de l'Entrée et du Séjour des Etrangers et du Droit d'Asile en est bien la traduction : « l'intérêt de la France » y figure comme élément à prendre en compte pour l'attribution de tel visa, de telle carte de séjour ; une nouvelle carte de séjour, dite « capacité et talents », fait son apparition pour être délivrée à l'étranger susceptible de participer de façon significative et durable au développement de l'économie française. Par ailleurs ce projet prévoit la suppression totale et définitive de toute régularisation de sans papiers, même pour celui qui vit en France depuis au moins dix ans : ceci entraînera automatiquement la disparition dans une clandestinité absolue des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants proies désignées de l'esclavage et du travail clandestin si « utile et nécessaire », lui aussi, pour l'économie française !

Cette logique est bien celle qui se dégage des analyses et des récits de vie contenus dans ce numéro. A la lumière de la Parole du Père « Tu es mon Fils bien-aimé », ces récits sont signe d'une humanité révoltée dans ses douleurs et sauvée par le Christ ; ils font signe pour notre foi, pour la foi de l'Eglise au sein de cette société devenue ainsi vulnérable. Le chemin indiqué est celui de l'urgence à se mettre debout ensemble, à faire taire « les inéluctables évidences » de l'économie ultra-libérale pour qui l'homme n'est que chiffre, boulon, bras, force brute de production.

Invités à aller jusqu'au bout de la cohérence de la foi au Christ, les chrétiens ne peuvent plus négliger leur responsabilité citoyenne d'empêcher la déshumanisation de notre société, de s'opposer à l'indifférence et à la résignation. Ne voit-on pas que les « contre-valeurs » de l'extrême-droite deviendraient même projet d'avenir pour la France et que leur acceptation monte dans l'opinion publique sans gêne ni retenue ?

Un migrant, un travailleur, toute personne valent plus que tout l'or du monde... parce qu'ils sont enfants de Dieu ! Et qui va le dire ?

José da Silva